

Gironde : La justice débouté les délégués syndicaux de l'usine Ford de Blanquefort

Mardi 22 mai 2018 à 19:44 Par Thomas Coignac, France Bleu Gironde

Le 7 mai, cinq délégués syndicaux de l'usine Ford de Blanquefort avaient assigné en justice la direction du constructeur pour délit "d'entraves au fonctionnement du comité d'entreprise". Mardi, leur demande a été déboutée par le Tribunal de grande instance de Bordeaux.



Manif des salariés Ford de Blanquefort à Bordeaux - archives - © Radio France - Stéphane Hiscock

[Bordeaux, France](#)

Le Tribunal de grande instance de Bordeaux a débouté la demande de cinq délégués syndicaux qui avaient assigné Ford pour délits "d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise". Ils reprochaient au constructeur de ne pas avoir inscrit à l'ordre du jour la décision annoncée le 27 février concernant

l'arrêt des investissements dans l'usine Ford Aquitaine Industries (FAI). Puis celle du 9 mars qui actait la volonté d'arrêter la production du site de Blanquefort avant 2019. Par conséquent, **ils réclamaient par le biais de leur avocat "la suspension des décisions prises" par la société FAI sur le désengagement de Ford.**

Dans le fond, ça ne change pas grand chose, on va continuer à se battre pour que l'usine Ford reste à Blanquefort - Philippe Poutou, délégué CGT Ford

Même s'il admet qu'une *"victoire judiciaire aurait permis de remonter le moral des gars à l'usine et prouver que nous les petits, pouvons lutter contre Ford"*, Philippe Poutou entend bien continuer à se battre : *"Les signes d'un désengagement de Ford à Blanquefort se multiplient. Alors on veut se battre par tous les moyens pour préserver nos emplois"*, explique le délégué syndical CGT qui assure qu'il fera tout pour *"mettre des bâtons dans les roues de Ford"*.

Philippe Poutou : "Mettre des bâtons dans la stratégie de Ford"

Avec Philippe Poutou, Vincent Alauze fait partie des cinq délégués syndicaux a avoir assigné en justice la direction de Ford. Pour lui, la décision du Tribunal n'a pas de sens. Il est convaincu qu'ils gagneront en appel : *"Ford n'a pas du tout respecté la procédure légale, alors si le Tribunal ne nous donne pas raison en appel..."*

Vincent Alauze : "On finit toujours par gagner en appel"

L'usine Ford est implanté à Blanquefort depuis 1972. Le désengagement du constructeur à partir de l'an prochain menace à terme 900 emplois.